

MOUVEMENTS DE CONTESTATION DANS LE MONDE : Causes, dynamiques et limites

Algérie, Bolivie, Chili, Colombie, Catalogne (État espagnol),
Hongkong (Chine), Égypte, Équateur, Haïti, Irak, Liban, Soudan

PAR

Didier BILLION

Directeur adjoint de l'IRIS

ET

Christophe VENTURA

Directeur de recherche à l'IRIS

Avril 2020

*Note d'analyse réalisée par l'IRIS pour le compte de
l'Agence française de Développement.*

*Les analyses et conclusions de cette note sont
formulées sous la seule responsabilité de leurs
auteurs et n'engagent pas l'Agence française de
Développement.*

NOTE D'ANALYSE

INTRODUCTION

Amérique latine, Asie, Europe, Moyen-Orient. L'année 2019 a vu la multiplication dans le monde de puissants mouvements de contestation citoyens en cours de développement. Une vague qui vient clore une décennie entamée avec le processus révolutionnaire tunisien, point de départ d'une véritable onde de choc politique qui va atteindre nombre de pays des mondes arabes à partir de 2011 lorsque, dans le même temps, d'autres mouvements socio-politiques contestataires se propageaient en Europe (mouvement des Indignés en Espagne, multiples luttes sociales en Grèce, « Gilets jaunes » en France, etc.) et dans les Amériques (dont l'emblématique *Occupy Wall Street*). **Comme au début des années 2010, les mouvements actuels exigent partout le renforcement des droits sociaux et démocratiques des populations** en même temps qu'ils révèlent les vulnérabilités structurelles, sociales, économiques et politiques des pays au sein desquels ils se déploient.

Cette nouvelle vague exprime la dénonciation et le rejet de plusieurs phénomènes récurrents, pour certains aggravés depuis le début de la décennie, dont elle souligne par ailleurs les articulations : **vie chère, inégalités sociales, politiques d'austérité qui rendent onéreux l'accès à des services publics de base détériorés, corruption endémique, accaparement des institutions par un personnel politique au service de minorités qui défendent leurs privilèges, logiques confessionnelles (Moyen-Orient) et clientélistes de distribution des pouvoirs et des richesses qui renforcent les dynamiques de dépossession.**

Le développement de ces mouvements, qui peuvent également être porteurs d'affirmation de souverainetés démocratiques, indique l'existence de multiples phénomènes qui travaillent en profondeur les sociétés concernées. Sur fond de montée en puissance des mobilisations de la jeunesse contre le changement climatique et en faveur de la justice environnementale - combats qui comportent une forte dimension de critique anticapitaliste à l'égard des États, accusés tout à la fois d'inaction et d'être les instruments de reproduction d'une démocratie amputée qui dévitalise la souveraineté populaire -, les institutions étatiques concentrent désormais contre elles des pans hétérogènes, mais toujours plus importants, de populations : étudiants, jeunes et femmes qualifiés, travailleurs précarisés et endettés sur le marché du travail, éléments issus des « classes moyennes » et des classes populaires urbaines, secteurs indigènes et ruraux en Amérique latine. Confrontés à la détérioration de leurs conditions d'existence, tous considèrent que leur État respectif ne remplit plus sa fonction de protection face aux conséquences économiques, sociales, politiques et environnementales de la crise de la mondialisation libérale. Ainsi, ces mouvements rendent les États et les classes politiques locales responsables de la perpétuation de modèles économiques qui engendrent de multiples dysfonctionnements des sociétés et du coup d'arrêt aux aspirations démocratiques et/ou de mobilité sociale des populations.

Puisant leurs racines dans des motivations sociales et/ou politiques pluricausales, ces mouvements, pluriels et horizontaux, révèlent des caractéristiques communes en matière de répertoire revendicatif, de modes d'action (manifestations, occupation des espaces publics, actions directes de blocages des flux économiques ou des lieux de pouvoirs

politiques, désobéissance civile, etc.), et d'organisation (assemblées sectorielles et locales, souvent à l'échelle du quartier, favorisant la participation directe et les solidarités populaires en réseau). Auto-organisés, sans *leaders* ni organisations dirigeantes et réservant aux structures politiques (partis) et sociales (syndicats, associations, ONG, etc.) traditionnelles un rôle périphérique ou d'accompagnement, mais jamais d'avant-garde, ces mouvements se mobilisent et assurent leur visibilité mondiale au travers des réseaux sociaux et des nouvelles technologies de l'information et de la communication.¹

Leur issue, politique et sociale, reste toutefois incertaine et empruntera des trajectoires différenciées selon les situations nationales. Parmi les facteurs qui vont influencer sur l'avenir des mouvements en cours, plusieurs seront clés. Ces derniers seront-ils en mesure de conserver un soutien large au sein des opinions publiques et d'entraîner avec eux de nouveaux secteurs - notamment liés à la production économique - dans leurs mobilisations au fur et à mesure de leur développement ? Parviendront-ils à développer une cohésion revendicative et organisationnelle - selon que leurs acteurs adopteront des stratégies de radicalisation ou de négociation - face aux réponses apportées et aux stratégies développées par les États ? Ces dernières pouvant combiner concessions partielles (ne remettant pas en cause les structures économiques et sociales), cooptation de certaines composantes contestataires dans des processus de négociation, dynamiques répressives et de restauration de l'« ordre » face à l'« anarchie » et/ou aux « coûts » économiques provoqués par l'« instabilité sociale ».

Approche des auteurs et éléments méthodologiques

Dans ce contexte et ce cadre d'analyse, **la note présente initie, pour le compte de l'Agence française de développement (AFD), un travail d'observation et d'analyse, s'inscrivant dans le moyen terme**, de ces mouvements dont le cours actuel de développement interdit à cette étape toute interprétation conclusive prématurée. Néanmoins, **il s'agit de construire le cadre d'une réflexion visant à prendre en compte les incidences que ces mouvements contestataires pourront avoir en matière de perspectives politiques, économiques et sociales dans les pays et régions où ils se déploient.** Ce travail, qui devra s'inscrire dans la durée, analysera dans quelle mesure ces mouvements de contestation populaire pourront influencer localement les dynamiques de recomposition - voire de radicalisation - des sociétés concernées. Il cherchera également à comprendre comment, en contrepoint, le surgissement et l'action de ces mouvements contribuent au repositionnement idéologique, politique et sécuritaire des classes dirigeantes. Il visera enfin à évaluer comment ils pourront se répercuter, dans chacun des pays concernés, sur le « risque pays ».

Dans cette optique, la présente note est conçue comme une introduction et la formalisation de premières analyses. Sur un sujet désormais quasi quotidiennement

¹ Selon le rapport annuel 2018 de l'Union internationale des télécommunications (UIT) des Nations unies, le nombre d'utilisateurs d'internet a doublé dans le monde au cours de la décennie, passant de moins de 30 % à plus de 51 % de la population mondiale entre 2010 et 2018.

commenté par les médias et l'intervention de nombreux experts et chercheurs, elle souhaite s'affranchir de plusieurs erreurs méthodologiques :

- > la redondance et la lecture « instantanéiste » des événements,
- > le biais globalisant, réduisant la profondeur d'analyse requise par la spécificité de chaque situation à l'impératif de la fondre dans un mouvement général au risque de ne rien comprendre des dynamiques concrètes,
- > celle à l'inverse, consistant à prétendre à l'exhaustivité et à verser dans un encyclopédisme illusoire.

À partir de ces choix méthodologiques², **cette note propose une autre approche qui consiste à élaborer et fournir une grille d'analyse et de lecture des événements en cours, ainsi que des enjeux, défis et caractéristiques portés par ces mouvements contestataires.** Dans cette perspective, et à partir de l'étude documentée de ces derniers - ayant combiné travail sur sources internationales et locales, mais également, pour plusieurs cas (Chili, Équateur, Colombie, Algérie, Catalogne), sollicitation d'experts et d'acteurs locaux mobilisés dans le cadre d'un réseau international entretenu par les auteurs -, cette note définit et sélectionne huit entrées thématiques qui, chacune prise séparément, nous semble constituer une clé d'analyse pertinente pour éclairer et interpréter les enjeux, mais également les perspectives à plus long terme de ces mouvements.

Chaque entrée fait l'objet d'un développement dans le corps du texte et favorise une lecture dynamique et progressive pour l'étude des mouvements identifiés.

Enfin, une conclusion souligne les principaux axes d'analyse retenus.

Liste des huit entrées :

- 1/ Des causes économiques et sociales qui possèdent des racines communes
- 2/ Des causes politiques profondes qui se recoupent et des logiques de refondation démocratique
- 3/ Des mouvements interclassistes et « destituants »
- 4/ L'affirmation du national et le dépassement des particularismes identitaires
- 5/ Des mouvements transversaux qui secrètent leurs propres formes d'organisation
- 6/ Des mouvements confrontés au risque de leur propre dépérissement, aux stratégies du pouvoir et à la violence des appareils d'État
- 7/ Des radicalités sociales sans existence de projets politiques alternatifs d'ensemble
- 8/ De nouvelles cultures politiques sans dimension internationaliste.

² Nous avons fait le choix de ne pas traiter le cas de la France et des « gilets jaunes » dans cette note consacrée à l'étude des mouvements de contestation dans le monde. Si ce mouvement revêt ses spécificités, son éclosion s'inscrit néanmoins partiellement dans les dynamiques internationales en cours.

1/ DES CAUSES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES QUI POSSÈDENT DES RACINES COMMUNES

Fonds monétaire international (FMI), Organisation mondiale du commerce (OMC), Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal), Banque mondiale³. Toutes les organisations économique-financières internationales ne cessent de diagnostiquer et de décrire les développements de la crise de la mondialisation libérale qui affectent les structures du système économique mondial, déstabilisent l'ensemble des sociétés et les équilibres géopolitiques qui structurent la scène internationale.

Cette crise multiforme connaît un développement singulier depuis le surgissement de la crise financière internationale en 2008 et se manifeste par plusieurs phénomènes combinés et durables :

- > ralentissement généralisé de la croissance⁴, du commerce international⁵ et de la demande mondiale,
- > fléchissement des investissements directs étrangers (IDE)⁶,
- > volatilité du prix des matières premières - dont dépendent directement beaucoup de pays, dits du « Sud », traités par cette étude,
- > généralisation de l'austérité budgétaire au sein des États,
- > l'augmentation à des niveaux inconnus depuis les années 1950 de l'endettement (public et, surtout, privé⁷),
- > maintien, voire aggravation, des inégalités sociales,
- > multiplication des tensions et conflits (Chine/États-Unis, crises « chaudes » au Moyen-Orient, Brexit, affaiblissement du multilatéralisme, etc.).

Ces phénomènes peuvent être le produit direct de cette crise ou lui avoir préexisté. Ils peuvent également, dans cette perspective, avoir été, pris séparément, plus aigus par le passé (ex : pauvreté ou, dans une certaine mesure, inégalités⁸). Mais la crise financière

³ OCDE, *Latin American Economic Outlook 2019*, 27 mars 2019 ; OMC, « L'OMC revoit à la baisse ses prévisions commerciales face aux tensions qui perturbent l'économie mondiale », 1^{er} octobre 2019 ; FMI, « Perspectives de l'économie mondiale, Timides signes de stabilisation, reprise poussive ? », janvier 2020,

Alejandro Werner, directeur Amériques du FMI, « Perspectivas para América Latina y el Caribe: Nuevos retos al crecimiento », 30 janvier 2020, Cepal, *Balance Preliminar de las Economías de América Latina y el Caribe 2019* et *Panorama social de América Latina 2019*, décembre 2019.

⁴ Selon l'OCDE, la croissance mondiale en 2019 et en 2020 atteindra ses plus basses performances depuis 2008.

⁵ Idem en matière d'échanges commerciaux mondiaux selon l'OMC.

⁶ Ils ont baissé de 20 % au premier semestre 2019 par rapport à 2018 selon l'OCDE malgré une hausse en Chine, en Inde et en Russie.

⁷ Selon le FMI, l'endettement mondial - public et privé combinés - représente 225% du PIB mondial. « *En moyenne, la dette mondiale dépasse désormais les 86 000 dollars par habitant, ce qui représente plus de deux fois et demi le revenu moyen par habitant* » (« New Data on Global Debt », FMI, 2 janvier 2020, <https://blogs.imf.org/2019/01/02/new-data-on-global-debt/#more-25340>).

⁸ Dans le cas latino-américain par exemple, si les inégalités ont, en matière de stricte distribution des revenus, baissé en moyenne entre 2002 et 2018 (indice Gini de 0,538 à 0,465) - mais de manière moins rapide depuis 2014 -, elles ont de nouveau augmenté en Argentine, au Brésil, au Chili ou en Équateur - parmi eux, des pays touchés par les mouvements - entre 2014 et 2018. Durant la même période, la concentration des richesses (actifs physiques,

internationale de 2008 a ouvert un cycle dans lequel ces phénomènes (anciens et/ou nouveaux) s'entremêlent et s'articulent dans de nouvelles configurations pour produire des dynamiques de fragilisation sociale et politique dans de nombreux pays. Ainsi, ce qui caractérise plusieurs des pays étudiés est le fait qu'ils font face, depuis le début des années 2010, aux conséquences sociales et politiques produites par cette combinaison déstabilisatrice liant faiblesses structurelles de leurs économies nationales (problèmes de dépendances, de déficiences et de vulnérabilités des Etats, de pauvreté, d'insécurité, etc.) et impact subi de l'agrégat des dynamiques internationales engendrées par les déséquilibres du système économique et financier mondialisé. Ces tendances en cours, mêlant facteurs autochtones, internationaux, récurrents ou plus récents, constituent le terreau sur lequel peuvent démarrer ou redémarrer des dynamiques de protestation sociale.

Dans ce contexte, l'année 2019 achève, en Amérique latine, une décennie de ralentissement économique. Tandis que le FMI prévoit une croissance de 0,2 % en 2019 et de 1,8 % en 2020 en moyenne dans la région, la Cepal rappelle que 23 pays latino-américains (sur 33 étudiés) auront été affectés par un ralentissement économique en 2019 ou en 2020 et qu'entre 2014 et 2019, la région a connu sa période de plus faible croissance économique depuis quarante ans.

Au Moyen-Orient, nous trouvons une concentration d'États patrimoniaux inégalée dans aucune autre partie du monde. Cela signifie que des familles et/ou des clans sont *de facto* propriétaires de l'État et permet de comprendre pourquoi les réformes d'inspiration néolibérales ont connu dans la région leurs pires résultats, comparés aux autres ensembles géopolitiques. Cette situation induit les taux de croissance les plus faibles et les taux de chômage les plus élevés.⁹

Ainsi, on retrouve dans la plupart des pays au sein desquels se développent des mouvements de contestation des caractéristiques comparables. Non seulement celles d'injustice, de précarité et de misère sociales ne sont nullement surmontées, mais de plus, et c'est là un paramètre nouveau, **les « classes moyennes » - consommatrices -, notamment celles qui se sont formées au cours des années 2000, sont affectées et deviennent pour partie d'entre elles victimes des effets de la crise économique internationale.** Comme le documentent de nombreuses sources, les revenus des « classes moyennes » et populaires dans de nombreux pays connaissent, en tendance, une dynamique de stagnation, parfois de régression, tandis qu'augmentent ceux du centile supérieur des plus riches¹⁰. Au sein de ces « classes moyennes », notamment inférieures, et des classes populaires, l'espoir de pouvoir bénéficier, pour soi et ses enfants, d'un parcours d'ascension sociale se réduit graduellement.

financiers, patrimoine) n'a cessé, elle, d'augmenter au profit des 1% des Latino-Américains les plus riches (Cepal, Panorama social de América Latina, 2019).

⁹ Selon le FMI, l'année 2019 enregistre parmi les plus faibles croissances depuis 2016 dans une majorité de pays de la région (*Perspectives économiques régionales pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale*, FMI, octobre 2019). Au Liban par exemple la Banque mondiale prévoyait une évolution du PIB de 0,2 % pour 2019, ce sera en réalité une récession.

¹⁰ Sur ce sujet, lire, par exemple, Branko Milanovic, *Inégalités mondiales. Le destin des classes moyennes, les ultra-riches et l'égalité des chances*, La Découverte, Paris, 2019 ou les rapports du World Inequality Database (<https://wid.world/fr/accueil/>).

Ce phénomène explique notamment la présence centrale des jeunes et des femmes - fortement représentés dans ces groupes sociaux - dans les mouvements de protestations.

D'une part, montée des exigences en matière de consommation, de stabilité et de mobilité sociales, de qualité des services publics et collectifs, d'environnement, de fonctionnement des institutions depuis le début des années 2010. D'autre part, de manière concomitante, ralentissement économique et surgissement de crises sociales. La non-résolution de ces contradictions par les États a miné la confiance des populations dans les institutions et les personnels politiques. Cette double dynamique contradictoire, productrice de puissants antagonismes sociaux et politiques, constitue le terreau sur lequel, dans des configurations toujours spécifiques et variables, se développent les soulèvements sociaux en Algérie, au Chili, en Équateur, en Irak, en Haïti, au Liban.

Comme leurs aînés qui se sont déployés entre 2011 et 2014 (soulèvements arabes, mouvements anti-austérité aux États-Unis et en Europe, manifestations sociales et antigouvernementales au Brésil, etc.), les mouvements populaires actuels qui se développent dans le monde prennent la forme, dans une majorité de cas, de soulèvements en premier lieu sociaux contre les conséquences de cette crise de la mondialisation libérale qui s'approfondit et à laquelle les États et les institutions internationales du capitalisme financiarisé n'ont pas apporté de solutions structurelles. **En ce sens, ces mouvements de contestation constituent des sous-produits sociaux et politiques de la crise financière et économique de 2008.**

Ces révoltes qui s'organisent contre les inégalités sociales, la vie chère, l'endettement, le chômage, l'amputation des programmes sociaux, le manque ou la détérioration des services publics (quand ils existent) désignent souvent un adversaire : le néolibéralisme se caractérisant notamment par le retrait tendanciel de l'État de la sphère des biens communs. Parfois, elles ciblent les institutions internationales auxquelles il est associé, comme le FMI qui est impliqué dans l'élaboration et la conduite des politiques publiques de plusieurs pays (Équateur, Égypte, Haïti, Soudan). Au-delà, les colères se dirigent contre une forme d'organisation de la société considérée comme dysfonctionnelle qui ne permettrait plus à la majorité des citoyens d'accéder pleinement, et sur un principe d'égalité, à leurs droits formels proclamés (économiques, sociaux, démocratiques) et aux services et ressources collectifs.

Dans ce contexte, la corruption et la prévarication des classes dirigeantes, vécues de manière provocatrice en période de crises, sont associées à des mécanismes de collusion entre le monde des intérêts économiques et financiers et celui des responsables politiques. Fusion qui organiserait la dépossession des richesses collectives et nationales au profit des « élites » et leur mise à l'abri dans « l'arrière-boutique » de la mondialisation (paradis fiscaux, système financier) où elles se démultiplieraient pour elles.

Les mouvements protestataires de la vague actuelle procèdent partout, dans le cadre spécifique de chaque contexte national, d'un phénomène d'accumulation longue et multifactorielle des causes de mécontentement. C'est dans ce contexte qu'il convient de comprendre le rôle joué à chaque fois par la mesure, la décision, le scandale ou le mot « de

trop » (voir encadré en annexe). Si ces derniers jouent le rôle de « détonateur » imprévisible, **ces mouvements sont en réalité toujours déclenchés par le pouvoir politique qui abuse la patience populaire.**

2/ DES CAUSES POLITIQUES PROFONDES QUI SE RECOUPENT ET DES LOGIQUES DE REFONDATION DÉMOCRATIQUE

Le rejet de la corruption et de la prévarication - perçues comme les formes par lesquelles s'organise la soumission des classes politiques locales aux intérêts économiques et financiers nationaux et internationaux -, **constitue un point commun à tous les mouvements de contestation actuels, mais ces derniers s'érigent également contre des pouvoirs d'États autoritaires et arbitraires** qui peuvent revêtir plusieurs formes, récurrentes ou nouvelles : États autoritaires, dictatures laïques ou religieuses, États démocratiques devenant « illibéraux ». On peut d'ailleurs constater que face à la montée des contestations et aux mouvements qui parfois prennent des formes insurrectionnelles, **tous les pouvoirs d'État se réorganisent et se durcissent.** Au Chili, en Equateur, en Haïti, en Irak, au Soudan, en Egypte, tous les mouvements de contestation citoyens sont confrontés à des phénomènes de répression, de réduction ou de suspension des droits démocratiques, de dérives sécuritaires. Cette donnée essentielle indique à la fois l'exacerbation des tensions sociales et la difficulté, voire l'impossibilité, à parvenir, à ce stade, à des solutions politiques négociées de compromis.

Dans ce contexte, s'ils peuvent présenter des visages politiques différents (conservateurs, religieux, démocratiques), tous ces États ont en commun le fait de prôner un libéralisme orthodoxe sur le plan économique. Ces pouvoirs cherchent à adapter les sociétés (les droits économiques, sociaux et si nécessaire démocratiques des populations) aux exigences des acteurs économiques et financiers dans le contexte de crise de la mondialisation libérale.

Forgés par les résistances à ces évolutions, les mouvements actuels en arrivent à inscrire leurs combats démocratiques dans une remise en cause plus profonde des systèmes politiques, des représentations politiques, institutionnelles et confessionnelles.

La question démocratique traverse ainsi l'ensemble des revendications de ces mouvements :

- > exigences de protection et de garantie des libertés - y compris de manifester et de s'exprimer - (Colombie, Chili, Hongkong, Catalogne, Algérie, Liban),
- > rejet des dérives répressives et sécuritaires,
- > exigence de matérialisation réelle des droits formels (sociaux, économiques, politiques), du principe d'égalité - y compris dans l'accès aux services publics et au pouvoir d'État contre les minorités privilégiées constituées (militaires, religieux, familles, etc.).

Chacune de ces revendications se tisse et s'articule autour de l'impératif démocratique. Il s'agit, comme en posait déjà l'ambition le mouvement des Indignés espagnol de 2011,

d'inventer une « démocratie réelle », entendu comme projet en constante recherche de définition liant indissociablement une dimension politique et sociale.

C'est le sens de ces révoltes de la « dignité » orientées contre des pouvoirs assimilés à des instruments d'humiliation quotidienne infligée aux populations au nom de la reproduction des privilèges d'une minorité gouvernante. Cette « dignité » s'oppose plus généralement au sentiment d'être injustement rendu « invisible » et maintenu dans une condition de relégation. Ces révoltes portent le désir d'une réappropriation directe des mécanismes de décisions et donc de la volonté de pouvoir peser sur son propre destin.

Dans ce contexte, tous les mouvements de contestation actuels expriment une forte défiance envers la démocratie traditionnelle, réduite à une démocratie des puissants. **Ce sont alors des principes fondateurs - la représentation et la délégation - qui sont questionnés, remis en cause, voire radicalement rejetés (voir entrée 5).**

Ainsi, ces mouvements portent des exigences politiques qui, articulées les unes aux autres dans l'expérience de la mobilisation collective et face à la répression, « font système » et peuvent revêtir une radicalité systémique. Il ne s'agit plus alors d'obtenir gain de cause sur une revendication sectorielle initiale, mais de changer l'ensemble du système et de traiter les causes des problèmes politiques et sociaux à leurs racines.

Ces dynamiques propres au développement des mouvements sociaux expliquent pourquoi le retrait de telle ou telle mesure de mécontentement par un gouvernement ne suffit généralement pas à stopper la mobilisation. C'est d'ailleurs un constat général que de voir les pouvoirs en place réagir toujours à contretemps, c'est-à-dire trop tard et de façon parcellaire. Ce décalage indique la déconnexion politique des élites au pouvoir, qu'elles ne sachent pas saisir les dynamiques profondes qui se cristallisent au sein de leur propre société ou qu'elles assument de ne pas les prendre en compte.

Nonobstant, **ces processus alimentent des logiques de refondation générale du pacte démocratique et social** - une remise à plat des règles politiques et institutionnelles, ainsi que des droits fondamentaux des citoyens - comme l'indiquent, avec succès dans le cas du Chili, les exigences de nouvelles constitutions dans plusieurs pays (Algérie, Liban, Soudan, Hongkong, Catalogne).

3/ DES MOUVEMENTS INTERCLASSISTES ET « DESTITUANTS »

L'étude des coalitions d'acteurs dans chacun des mouvements de contestation permet d'identifier des compositions sociales qui offrent de fortes similitudes. Au-delà des secteurs immédiatement concernés par la mesure ou la décision qui constitue le point de départ du mouvement et qui sont à l'origine des premières manifestations et/ou occupations (travailleurs du secteur du transport en Équateur, étudiants, jeunes, mouvements féministes, en Algérie, au Chili, en Irak, militants anti-corruption en Haïti, etc.), les mouvements de

contestation cristallisent progressivement et rapidement nombre de secteurs affectés par la crise économique, sociale et/ou politique dans son ensemble : ceux qui subissent les pressions qu'elle exerce et les mutations qu'elle provoque sur la société. **Les résistances opposées et les revendications formulées par ces mouvements sont en premier lieu le produit d'expériences vécues dans un quotidien dont la dégradation est directement indexée aux transformations structurelles en cours du capitalisme et à leur gestion par les classes dirigeantes.** De ce point de vue, ces mouvements et leurs acteurs ne sont pas idéologiquement prédéterminés dans un rapport droite/gauche et remettent en cause l'ensemble des forces qui sont issues de cette structuration historique du champ politique (voir entrée 5). Il est d'ailleurs remarquable que les mobilisations en cours ne se réfèrent jamais à un quelconque corpus idéologique comme cela avait déjà été le cas lors des soulèvements arabes initiés en 2010-2011.

Paysans, ouvriers, employés (notamment du secteur public), travailleurs du secteur informel, petits ou auto-entrepreneurs, jeunes, artistes et travailleurs de la culture, femmes - principales victimes des inégalités ces dernières années dans les pays concernés et qui supportent de plus en plus difficilement la dichotomie qui existe entre leur niveau de qualification moyen à la hausse et leur précarisation manifeste -, chômeurs, usagers des services de base. Ces profils constituent l'ossature des populations mobilisées ou concernées par les mouvements protestataires. Parmi ces profils émerge la figure du travailleur précaire, insécurisé dans son présent et son avenir (emploi, protection sociale, retraite).

Dans une dynamique interclassiste, qui outre les clivages de classe classiques peut aussi inclure des clivages identitaires (de genres, de minorités ethniques et religieuses), ces mouvements agglomèrent individus, organisations et mouvements sociaux des classes populaires, mais aussi issus des « classes moyennes » urbaines qui voient leur niveau de vie atteint et leurs aspirations à la mobilité sociale entravées. L'implication des « classes moyennes » urbaines au cœur de ces mouvements indique chez elles l'existence d'une rupture culturelle avec un mode de vie promis par le modèle libéral qui leur échappe ou auquel elles n'ont plus - ou sont menacées de ne plus avoir - accès.

Dans la première phase de montée en puissance du mouvement, individus, personnalités intellectuelles et artistiques, syndicats, fédérations professionnelles, associations citoyennes, organisations étudiantes et militantes sectorielles issues du mouvement social, parfois partis politiques, se rassemblent généralement dans le cadre de coordinations ou de coalitions *ad hoc* mises en place à divers échelons du territoire qui lui permettent de construire un maillage et un ancrage national.

Dans tous les cas étudiés, **chaque mouvement puise une partie de ses références, parfois de ses mots d'ordre, dans ceux qui l'ont précédé et dans l'histoire longue des luttes sociales et politiques nationales** (Algérie avec la lutte pour la dignité liée à la période de la lutte nationale de décolonisation, Chili avec « No son 30 pesos, son 30 años » - « Ce ne sont pas 30 pesos, ce sont 30 années », référence à la République dans le cas catalan, etc.). Nombre des acteurs et/ou des mouvements et organisations militantes qui y sont actifs sont issus de ces mouvements antérieurs. Parmi eux, plusieurs s'inscrivent dans des luttes récentes qui ont

ponctué la vie politique nationale au cours des dernières années : mouvements contre l'exploitation du gaz de schiste dans le Sud algérien, création de l'Association soudanaise des professionnels au Soudan en 2016 avec des enseignants, des journalistes, des médecins, des avocats qui constituent un réseau souterrain, mouvement étudiant au Chili, etc.

Les mouvements en cours intègrent et articulent acteurs et mouvements de longue durée (mouvements indigènes, paysans, ouvriers, féministes, etc.) et de la période en cours (écologistes, altermondialistes, anti-austérité, jeunes, anti-corruption, pour l'accès aux transports et aux services publics, etc.) dans des configurations et des équilibres composites. Ces dynamiques n'empêchent pas que tous ces acteurs respectifs puissent avoir dans le même temps, sur de nombreux sujets, des intérêts et des engagements différents, voire contradictoires (question sociale/question environnementale, exigence d'intégration dans la société/rejet du modèle libéral de société, question de l'État, etc.).

Ce qui les unit à partir du rejet commun d'une décision ou d'une mesure spécifique « de trop » imposées par le pouvoir, c'est, dans la première phase de développement du mouvement de contestation, la volonté collective de s'organiser, d'exprimer et de rendre visible, au-delà des frontières (avec les réseaux sociaux, voir entrée 5), l'existence d'un vaste processus de désaffiliation de pans significatifs de la société avec les gouvernements et les institutions politiques et sociales. Ces mouvements sont dans un premier temps « destituants » - avec une forte composante « dégagiste » - et révèlent la présence dans le pays d'une hétérogénéité de demandes démocratiques et sociales non prises en charge par le système représentatif et l'État. Ces mouvements ont pour ambition de leur fournir une centralité et de les réarticuler dans une situation de désintermédiation des relations politiques et sociales entre la société et sa représentation organisée et institutionnelle.

4/ L’AFFIRMATION DU NATIONAL ET LE DÉPASSEMENT DES PARTICULARISMES IDENTITAIRES

Dans de nombreux pays où ils se développent (Algérie, Chili, Egypte, Irak, Liban, Soudan, cas particulier de la Catalogne où la revendication de l'indépendance est justement symbolisée par la *senyera*, le drapeau catalan), les mouvements de contestation adoptent massivement le drapeau national. Si ce dernier est symbole commun et support de communication virale - image du mouvement - à destination du monde extérieur et des médias internationaux, ce drapeau brandi par des milliers de personnes revêt un sens éminemment politique qui va en réalité bien au-delà du symbole.

Ce phénomène recouvre en effet de multiples significations et poursuit divers objectifs politiques et stratégiques. Dans certains cas, se prévaloir des couleurs nationales permet d'inscrire le mouvement dans deux dimensions simultanées qu'il articule : nationale et régionale/internationale. **Ainsi, l'appropriation du drapeau national permet, dans le cadre national, de fédérer autour d'une affirmation et d'une identité collectives forgées au-delà de la diversité des acteurs,** de leurs origines, de leurs engagements sectoriels, de

leurs catégories sociales, etc. « Nous sommes le peuple » au-delà des particularismes et face à un pouvoir constitué de minorités privilégiées (castes politiques dirigeantes, groupes confessionnels ou ethnico-religieux, familles, clans, tribus, institutions militaires) accusées de capter et détourner le pouvoir d'État et les ressources de la nation, à leur profit et à celui de leurs clientèles. C'est la recherche de l'unité des citoyens qui se manifeste par la captation du drapeau national. **De ce point de vue, plus que de rejeter l'État, les acteurs mobilisés se positionnent comme incarnant la « patrie réelle » face à sa captation par les « élites ».** Ils exigent de l'État qu'il soit modernisé, libéré de sa soumission aux logiques de privatisation pour être mis au service de l'intérêt général et de la souveraineté populaire. En d'autres termes, la remise en cause de la légitimité des régimes et du « système » ne signifie pas celle des États, c'est donc en partie le patriotisme des citoyens qui les pousse à se mobiliser.

Il existe au sein des mouvements de contestation la compréhension confuse que l'altération ou la nécrose de nombreux appareils étatiques risque de transformer les liens d'allégeance nationaux en liens d'allégeance communautaires exclusifs qui seraient contradictoires avec un réel processus de démocratisation. Pour autant, il n'y a pas rejet *a priori* de telle ou telle composante de la population. L'exemple algérien est de ce point de vue symptomatique lorsqu'à la suite d'une tentative d'interdiction par l'institution militaire, on a pu constater la multiplication des drapeaux berbères côtoyant pacifiquement, et joyeusement, le drapeau national algérien.

Dans le même temps et pour amplifier la critique d'une classe dirigeante locale dénoncée comme tirant sa force et son pouvoir des liens qu'elle tisse et entretient avec des intérêts politiques, économiques et géopolitiques étrangers - régionaux ou internationaux -, **l'appropriation revendiquée des symboles nationaux permet également de dénoncer les interférences et les ingérences étrangères dans les affaires nationales et la conduite de l'État.** Cette dimension est particulièrement présente dans les mouvements populaires en Algérie, en Irak ou au Liban et illustre - comme le montre de manière emblématique le cas algérien - leur filiation avec ceux de longue durée, notamment celui des luttes d'indépendance nationale et des États des années 1960-70.

Le drapeau national agit comme un principe fédérateur qui remplit d'autres fonctions. Il permet d'éviter des divisions internes lorsqu'il s'agit, pour des mouvements composites dans lesquels coexiste une grande diversité d'affinités philosophiques et politiques, de définir une identité collective publique. Il permet de symboliser l'existence d'un acteur populaire (« nous le peuple ») contre la classe dirigeante et l'oligarchie dénoncées. Son utilisation peut aussi permettre de dénoncer l'organisation économique nationale au sein de laquelle se cristallisent les désordres et les dysfonctionnements de la société (épuisement des modèles de développement en Algérie, en Equateur ou au Liban). Dans le prolongement, la référence au drapeau national peut enfin, comme au Chili, en Egypte, en Equateur ou en Haïti, pointer la responsabilité de la financiarisation de l'économie mondiale - la soumission des économies nationales à ses impératifs et aux exigences de ses acteurs - dans la dégradation de la situation sociale du pays. Ici sont en particulier visés les effets délétères du libre-échange pour les pays du Sud, le rôle des institutions financières internationales (en premier lieu du FMI), celui du système bancaire international, etc.

Enfin, l'utilisation du drapeau national répond à une stratégie de communication publique, notamment à l'ère des réseaux sociaux qui privilégient l'image comme forme de langage (voir entrée 5). Il s'agit de trouver un signifiant collectif simple, déjà connu dans le monde entier et faisant partie des cultures populaires (par le sport, les événements mondiaux, etc.), aisément reproductible et utilisable par tous ceux qui veulent se solidariser ou évoquer l'existence et les actions du mouvement dans leurs relations, discussions, publications privées (Facebook, Whatsapp, Instagram, Twitter, Telegram, etc.) ou professionnelles (médias). **Ainsi, le signifiant « drapeau national » offre une puissante capacité de connexion et d'interaction. Il permet aussi d'anonymiser les acteurs mobilisés dans l'espace public** (l'image du mouvement n'est pas tel ou tel individu, *leader* ou groupe, mais le drapeau autour duquel on se rassemble collectivement). **Cette dimension contribue à renforcer la sécurité des individus face aux dynamiques de récupération ou de répression** (voir entrée 5).

5/ DES MOUVEMENTS TRANSVERSAUX QUI SÉCRÈTENT LEURS PROPRES FORMES D'ORGANISATION

Les mouvements de contestation en cours s'organisent selon plusieurs principes : participation directe, implication à la carte et affinitaire, horizontalité et auto-organisation. Ces principes leur permettent de prendre une forme caractéristique, celle d'une force cherchant à occuper et à s'appropriier l'espace public urbain.

La ville est en effet le berceau de tous ces mouvements. La plupart des pays traversés par ces derniers connaissent un développement massif de l'urbanisation et, pour certains, de forts taux de croissance démographique. C'est ainsi dans l'univers socio-économique, politique et culturel urbain que se matérialise et se noue l'ensemble des nouveaux rapports sociaux produits par les évolutions économiques nationales et internationales. Dans les villes - et dans le maillage hiérarchique qui se développe entre elles au sein d'un État (rapport centre/périphérie, mégapoles connectées aux flux de la mondialisation/villes secondaires, villes dévitalisées, etc.) - se concentrent les principaux problèmes sociaux et écologiques de l'époque. Qu'il s'agisse du chômage, de la précarité et de l'informalité du travail, des difficultés d'accès au logement, aux services publics et de base (eau, énergie, assainissement, communication, transport), des phénomènes d'insécurité, de ségrégations sociales et spatiales liées aux inégalités et à la pauvreté, de pollution, de conséquences du réchauffement climatique. C'est également dans l'enceinte de la ville et dans leur mode de vie urbain que les populations observent quotidiennement - en premier lieu dans leur vie quotidienne individuelle et familiale - la détérioration et le recul du rôle de l'État sur l'ensemble de ces questions et que ce dernier n'est plus perçu, notamment au sein des classes populaires, que dans sa dimension répressive.

Ces dynamiques façonnent la vie quotidienne des individus et des populations, ainsi que leur manière de vivre. Elles alimentent, à différents niveaux et de manière cumulative, les logiques

d'adaptation, mais également, en période de crise aiguë ou récurrente, les colères, les prises de conscience et les mobilisations de résistance de l'ensemble des catégories sociales qui coexistent dans l'espace urbain. Dans ce contexte, la rue et le quartier constituent les échelons de base et les espaces privilégiés où ces populations s'organisent pour subvenir à leurs besoins face aux problèmes quotidiens, entre logiques de concurrences, parfois délictueuses, mais également de solidarité.

Ainsi, la rue, la place publique et le quartier sont les espaces où s'éprouve et se défie quotidiennement l'ordre social et politique dominant. Produits socio-politiques de ces dynamiques, les mouvements sociaux investissent en miroir la rue, la place publique et le quartier comme leurs espaces privilégiés de revendications, d'organisation, d'implantation et d'élargissement. Si l'organisation de manifestations et d'actions régulières a pour fonction de construire et alimenter un rapport de forces avec le pouvoir, ainsi que d'assurer la visibilité publique et médiatique des mouvements, l'occupation des espaces publics poursuit, elle, des objectifs complémentaires. Il s'agit de faciliter un ancrage dans la quotidienneté sociale locale et de convertir, dans certains cas, ces espaces occupés en laboratoires d'expérimentation temporaires des pratiques sociales et politiques alternatives portées par ces mouvements (jeu de solidarités concrètes avec les populations du quartier, alimentation, gestion des déchets, transports, pratiques culturelles, processus de décisions, etc.) - voir entrée 7. **L'existence et le maintien de ces mouvements constituent pour ceux qui y participent un projet en soi.**

Dans ce contexte, **le rôle d'internet et des réseaux sociaux devient déterminant.** La sphère du numérique et le développement d'un espace public digital généré et animé par d'immenses plateformes de réseaux sociaux, elles-mêmes dirigées par des algorithmes qui rapprochent, souvent au profit de logiques commerciales, les individus par liens affinitaires et centres d'intérêts communs, impactent les mouvements sociaux à plusieurs niveaux. L'espace numérique et les réseaux sociaux en particulier (Facebook, Instagram, Twitter, WhatsApp) démultiplient les interactions des mouvements et de leurs membres sans intermédiaires, à tous les niveaux de la société et des territoires (local, national, mondial), et connectent à eux nombre d'individus non préalablement connus, engagés et organisés, mais qui peuvent se retrouver dans leurs valeurs, revendications et résistances. **L'espace numérique produit et favorise le développement de formes d'engagement nouvelles qui présentent différents niveaux d'intensité, de durabilité et d'impact.**

Forts, faibles ou intermittents selon les individus, les causes soutenues et les moments, ces engagements s'affranchissent des logiques d'appartenance ou de fidélité organisationnelles, ainsi que des clivages politiques, sociaux, religieux et culturels traditionnels. Cette nouvelle infrastructure des technologies de la communication, qui permet d'actionner et de massifier, sur des bases affinitaires, des liens entre individus ou entre groupes d'individus, favorise la création de « communautés » souples et à géométries variables basées sur des intérêts, idées, goûts ou pratiques communs. Ce faisant, elle permet de relier et d'unir des individus qui ne se connaissent pas autour de valeurs, d'intérêts ou de dissidences partagés et, le cas échéant, de lancer des mouvements massifs dans la sphère digitale. Ces derniers peuvent ensuite se prolonger dans la rue, à partir de la mobilisation de ressources matérielles et humaines

minimales. Cette infrastructure permet de développer des formes de solidarité entre ces personnes, de rompre leur isolement et de leur montrer la force qu'elles représentent une fois reliées. La sphère numérique produit du collectif en action et une culture contestataire commune lorsque les outils digitaux facilitent, en temps réel, l'organisation des tâches et permettent de les partager en nombre de manière horizontale. L'espace numérique permet également aux mouvements de diffuser leur message à des millions de personnes, qui sont autant de médias et/ou d'acteurs par eux-mêmes, sans avoir besoin de ressources financières ni des médias traditionnels. Ce faisant, **la société connectée influe les modes d'organisation et d'animation des mouvements sociaux, leurs stratégies de visibilité et de communication** (massification sans intermédiaires, possibilité de diffuser des messages et de mobiliser l'attention publique rapidement et sans filtres, etc.) **et, d'une manière plus générale, les modes de sociabilité politiques et militantes**. Une diversité de formes d'engagements et d'interactions relationnelles, individuelles et collectives, se fait jour avec l'émergence de la société connectée. Les mouvements sociaux contemporains en sont des acteurs et des produits (voir entrée 7).

Ces observations et enseignements sont essentiels pour saisir les dynamiques en cours. Pour autant deux remarques s'imposent :

- > aussi importantes soient les utilisations de ces nouveaux vecteurs de communication, ils ne peuvent se substituer aux mobilisations plus classiques pour l'établissement d'un rapport de force. En cela, en dépit de nombreuses digressions sur le sujet, il n'y aura pas de « révolution 2.0 ».
- > les catégories les plus paupérisées et les plus précarisées ne sont pas utilisatrices de ces vecteurs de communication, ce qui nous amène à nuancer la réalité, pour autant indéniable, du caractère interclassiste de ces mouvements.

6/ DES MOUVEMENTS CONFRONTÉS AU RISQUE DE LEUR PROPRE DÉPÉRISSEMENT, AUX STRATÉGIES DU POUVOIR ET À LA VIOLENCE DES APPAREILS D'ÉTAT

La stratégie d'action et de développement des mouvements de contestation populaires prend généralement deux formes en fonction de la nature de leurs revendications et de leur capacité de mobilisation de secteurs élargis au-delà de leur noyau initial :

- > celle d'une force de débordement spontanée et d'affrontement avec l'État et les pouvoirs constitués. À partir d'un acte inaugural (manifestation, action spectaculaire) qui frappe l'opinion publique et attire l'attention internationale, elle cherche alors dans ce cas à imposer d'emblée un rapport de force et le périmètre revendicatif à partir duquel l'Etat sera amené à négocier (Chili, Colombie, Équateur) dans l'espoir de canaliser et de stopper le développement de ce mouvement,

> celle d'une force qui se développe progressivement, s'approfondit, s'élargit et s'installe dans la durée dans une optique de « siège » (Algérie, Haïti, Liban, Irak, Hongkong, Catalogne). Dans ce cas, les registres d'actions du mouvement se développent et s'interconnectent à mesure qu'il s'élargit (manifestations, occupations, blocages, grèves) pour hypothétiquement le porter vers une dimension politique plus marquée (remise en cause du régime).

Dans les deux cas, les mouvements se confrontent à plusieurs problématiques et défis. **Lorsqu'ils réussissent à atteindre le premier stade de leur évolution, c'est-à-dire lorsqu'ils parviennent à se hisser au niveau d'une *force*** capable de démontrer sa puissance et sa capacité de mobilisation, de nouvelles difficultés se présentent. Il s'agit alors de maintenir toutes les capacités de cette *force* (incarnation d'un récit collectif du changement et de la transformation, pouvoir d'influence et de contrainte sur l'ordre politique et institutionnel, puissance collective capable de remporter des victoires) et de contenir l'épuisement sur le long terme de leur dynamique propulsive. Et ce, notamment lorsque les moteurs qui ont alimenté le succès originel du mouvement (diversité, horizontalité, non représentation, non délégation, refus de la récupération par les partis politiques et les organisations sociales traditionnelles, organisation d'espaces d'accueil de liens militants) se confrontent à l'installation de ce dernier dans la durée. Le passage à cette nouvelle situation s'accompagne du surgissement de nouvelles contradictions pouvant conduire à des pannes stratégiques.

Tout d'abord, il faut faire face au défi de maintenir dans la durée la mobilisation de personnes éprouvées par ses exigences et ses contraintes, ainsi que celles de la vie matérielle quotidienne. **Ensuite, il faut, dans ce contexte, gérer une limite induite par un mode d'organisation et de fonctionnement basé sur l'adoption d'un système de décision collective (logique d'assemblées, refus de la représentation, de la délégation, des *leaders* et des porte-paroles) qui assume l'absence de toute structure de direction et de décision identifiable, pérenne et stable.** Cette orientation fragilise les capacités des mouvements à surmonter leurs divisions internes lorsqu'elles affleurent sur tel ou tel sujet politique ou stratégique, à conduire une négociation collective avec l'appareil d'État et à s'adapter aux nouvelles situations créées par leurs propres surgissements. Au premier rang de ces dernières se trouve la question de la réorganisation et du redéploiement du pouvoir d'État après qu'il a subi son premier choc. L'État dispose d'autres atouts face aux mouvements sociaux comme sa force d'inertie et la résilience de ses structures qu'il oppose à leur puissance explosive.

Ainsi, la seconde étape de développement des mouvements sociaux après leur surgissement fondateur et l'acquis de leurs premières victoires en matière de légitimation politique et sociale et de démonstration de capacité de mobilisation **est marquée par la confrontation avec les stratégies de réponses du pouvoir.** Ces dernières combinent et alternent, dans le temps long, concessions partielles, tentatives de division, de cooptation d'éléments ou de secteurs du mouvement, de banalisation et de discrédit de ses actions, judiciarisation de ses acteurs (surveillance judiciaire, emprisonnement, procès, etc.). Elles cherchent également à détourner et reprendre l'agenda national sur d'autres questions (fin de la paralysie, relance de l'économie, questions sécuritaires, etc.). Ces stratégies peuvent

enfin avoir recours à l'argutie du complotisme par l'accusation quasi systématique de manipulations ourdies par la main de l'étranger.

Il s'agit, à travers l'articulation de ces divers moyens, de décourager la participation, de condamner le caractère « radical » et non constructif des mouvements, de produire de la résignation et de la fatigue en leur sein et dans la société.

Par-delà des particularités nationales propres à chacun des mouvements de contestation évoqués, un paramètre supplémentaire revient comme une constante que les acteurs ont la plupart du temps des difficultés à appréhender. Il s'agit de l'utilisation de la violence physique légitime par les appareils d'État telle que définie par Max Weber. Le surgissement spontané des mouvements de contestation ne les a pas préparés à des affrontements de ce type qui, sous des formes singulières, n'en restent pas moins récurrents. Si l'on admet que les mobilisations citoyennes et populaires remettent en cause la logique même des intérêts servis par les appareils étatiques (entrées 1-2-3), il est alors d'une logique incontournable que ces derniers réagissent avec la plus grande fermeté, voire de façon disproportionnée. Bien sûr, c'est la réalité des rapports de force qui détermine la manière dont les pouvoirs politiques vont utiliser la violence : directement (police, institution militaire – Bolivie¹¹, Chili¹², Équateur¹³, Catalogne, Égypte, Hongkong) ou indirectement (phénomène milicien - Irak¹⁴, Liban, Soudan¹⁵). La combinaison des deux est aussi avérée dans certains cas et peut évoluer dans le temps. En outre, si l'intensité de la répression varie selon les pays, **se pose, ou se posera, aux mouvements de contestation la question des moyens de résister au monopole de la violence légitime des États**, donc la question de l'auto-défense, au risque d'être purement et simplement écrasés si elles ne sont pas prises en compte.

7/ DES RADICALITÉS SOCIALES SANS EXISTENCE DE PROJETS POLITIQUES ALTERNATIFS D'ENSEMBLE

Les mouvements de contestation populaire actuels ont d'ores et déjà remporté des victoires partielles. Les mesures contre lesquelles ils se sont levés ont pu être suspendues ou annulées (Chili et Équateur avec le prix du transport, Hongkong avec le retrait de l'amendement à la loi d'extradition, etc.). Ils ont également pu obtenir des satisfactions politiques plus larges et significatives avec le report d'élections en Algérie (finalement tenues le 12 décembre 2019 avec un taux de participation faible, moins de 40 % du corps électoral, en raison des nombreux appels au boycott), la chute du gouvernement Saad Hariri au Liban et son remplacement par un gouvernement de « technocrates indépendants » dirigé par Hassan Diab, la démission d'une partie du gouvernement de Sebastian Piñera au Chili, le coup d'arrêt à son programme de gouvernement pour les deux dernières années de son mandat et l'engagement d'un référendum inédit sur une possible nouvelle constitution (25 octobre 2020), la mise en place de dialogues de négociations (Colombie, Équateur), la démission du

¹¹ Les affrontements et la répression qui ont succédé au scrutin du 20 octobre 2019 ont fait au moins 35 morts.

¹² Les semaines de protestations et de répression ont causé la mort de 31 personnes.

¹³ Le bilan des journées d'émeutes est de huit morts.

¹⁴ Plus de 600 morts sont à déplorer entre octobre 2019 et février 2020.

¹⁵ La seule journée du 3 juin 2019 a causé la mort de 130 à 150 personnes.

Premier ministre irakien Adel Abdel-Mahdi, la mise en œuvre d'un processus de transition basé sur un compromis exprimant une forte maturité politique au Soudan.

Les atouts constitutifs, ainsi que les formes d'organisation et de mobilisation de ces mouvements leur ont permis, dans chaque configuration nationale, d'atteindre ces objectifs et de s'imposer comme les animateurs incontournables de la vie politique et sociale locale. Ils ont partout ouvert des canaux d'expression de la citoyenneté, augmenté les niveaux de prise de conscience, d'implication et de conflictualité dans la société. **Ils ont pu également mettre sous pression leurs gouvernements au niveau international (Équateur, Chili, Irak) sur les questions du respect des droits de manifester et de l'utilisation disproportionnée de la violence.**

Ainsi, leur capacité à susciter l'adhésion dans des secteurs larges de la société, liée au fait qu'ils ne s'inscrivent dans aucune revendication idéologique préalable, ni dans le cadre des clivages politiques et organisationnels traditionnels, ni même encore dans des logiques de structuration longue et de représentation politiques, les a portés jusqu'à ces victoires.

La stratégie de refus des porte-parole, des *leaders* et de l'auto-organisation leur a permis d'éviter certains pièges de la confrontation avec le pouvoir d'État : **cooptations, trahisons individuelles médiatisées, élimination de la direction du mouvement par la répression.** Mais cette même stratégie engendre dans le même temps les limites politiques et stratégiques de ces mouvements. **Produits d'une époque de crise structurelle de la mondialisation et de l'hégémonie libérales, ainsi que de celle des États, ils participent à la montée des radicalisations sociales et politiques dans un monde sans grand récit imaginaire et alternative politico-idéologique de substitution. Dans ce contexte, si leur spontanéité et leur inventivité constituent leur force, leur culture politique et leurs logiques organisationnelles les empêchent de pouvoir incarner un débouché politique collectif et de remplacement du système (et de ses institutions) qu'ils dénoncent.**

Ainsi, ces mouvements sont interpellés par leur propre succès. Mais ils interpellent également les gouvernements et les classes dirigeantes. En l'absence de débouchés politiques portés par ces - ou donnés à ces - mouvements, ainsi qu'aux exigences et demandes qu'ils véhiculent, les risques d'usure, de pourrissement et d'affrontement portent en eux les germes de nouvelles radicalités négatives qui nourriront de prochaines vagues revendicatives et le renforcement des courants extrémistes, sectaires, autoritaires et nihilistes.

La canalisation des tensions et des conflits entre le *bas* et le *haut* au travers de mécanismes favorisant le retour à la souveraineté populaire pour trancher les désaccords et les visions divergentes, comme c'est le cas dans la situation chilienne avec le processus lancé de « convention constitutionnelle », peut-elle fournir une réponse pratique et dynamique pour dépasser les antagonismes, les blocages et les contradictions qui traversent la société, ses différentes sources de légitimité, les classes dirigeantes et les mouvements de contestation ?

L'étude des évolutions à venir au Chili entre 2020 et 2022 pourrait constituer un terrain d'observation privilégié. En effet, le pays pourrait, en cas de victoire du « oui » le 25 octobre 2020, s'engager dans un processus constituant qui s'étendrait alors entre fin 2020 et

fin 2021, doublé par l'organisation prévue de multiples élections locales et régionales dans la même période, puis présidentielles en 2022.

Le cas du Soudan est aussi porteur d'enseignements pour l'avenir, puisque nous avons dans ce pays l'existence d'une direction politique qui incarne la prise de conscience des leçons tirées des expériences régionales du passé. L'Association soudanaise des professionnels, créée en 2016, s'est affirmée, depuis le mouvement de contestation de 2018-2019, comme un vaste réseau capable, par exemple, d'intégrer les syndicats ouvriers et *in fine* de jouer un rôle déterminant dans la constitution d'une large coalition politique aboutissant à un compromis négocié et à une situation de double pouvoir *de facto* face à l'institution militaire. En cela, l'expérience soudanaise se distingue de la plupart des autres grâce à l'existence d'une direction politiquement consciente dont il conviendra de suivre les évolutions dans les mois à venir.

8/ DE NOUVELLES CULTURES POLITIQUES SANS DIMENSION INTERNATIONALISTE

Comme nous l'avons montré, les mouvements contestataires actuels s'inscrivent dans l'héritage des vagues antérieures, récentes ou plus anciennes. De ce point de vue, ils empruntent à leurs aînés dans plusieurs registres : revendications, modes d'organisation et d'action qu'ils actualisent et prolongent.

Porteurs, à partir de demandes concrètes, d'une critique culturelle, sociale et politique radicale de l'ordre dominant, ces mouvements génèrent une culture politique qui combine plusieurs caractéristiques. Facilitant la mobilisation, l'organisation d'individus et de secteurs engagés dans un mouvement plus large que chacun d'entre eux, ces mouvements de contestation revendiquent leur indépendance et leur méfiance par rapport aux organisations traditionnelles, notamment politiques, et à la dimension électorale et institutionnelle de la vie politique. Cette orientation repose sur l'expérience des déceptions, des instrumentalisations, des trahisons et des défaites du passé, mais également sur **une remise en cause plus profonde de la stratégie historique qui a structuré l'action des mouvements ouvriers et révolutionnaires au 20^e siècle.** En effet, les mouvements actuels contestent confusément la conception selon laquelle la transformation de la société et de ses structures proviendra de la conquête du pouvoir d'État par les partis politiques. Au contraire, ces derniers, dont les membres et les cadres peuvent être par ailleurs acceptés dans le mouvement, sont considérés comme des éléments fonctionnels du « système » rejeté. Accusés de multiples trahisons, d'abandons, d'impuissance et de s'être adaptés au confort du pouvoir, les partis sont perçus comme des appareils intégrés à - et dépendants de - ce « système », qu'ils reproduiraient *in fine*.

La culture, les modes d'organisation et d'action de ces mouvements (auto-organisation, actions concrètes autour de « causes » et développement de pratiques sociales et politiques inscrites dans la quotidienneté, participation directe, non représentation, non délégation) **les conduisent à privilégier la construction d'espaces alternatifs en dehors des structures**

politiques et économiques dominantes de la société tout en s'y confrontant dans les moments de mobilisation collective.

Dans cette optique, s'ils ne la résolvent pas, ces mouvements interrogent la question de la transformation politique et sociale. Ils obligent tous les acteurs concernés - mouvements eux-mêmes, partis, syndicats, associations, intellectuels, institutions - à se questionner sur les formes de leurs rapports réciproques, sur celles de la participation citoyenne dans la société et sur les stratégies collectives permettant de la transformer.

Dans le cours actuel de la crise de la mondialisation libérale, les vagues de mouvements contestataires condensent et incarnent sporadiquement des évolutions philosophiques, culturelles et politiques de long terme qui se dessinent dans les sociétés. De ce point de vue, s'inscrivant dans la continuité de l'altermondialisme sur de nombreuses thématiques (inégalités, « biens communs », radicalisation de la démocratie, critique du capitalisme productiviste, etc.), ces mouvements constituent, dans le même temps, des vecteurs par lesquels ces évolutions s'expriment, se matérialisent et murissent.

Dans ce contexte, l'extrême méfiance à l'égard des systèmes politiques institutionnels ne signifie pas pour autant l'abandon pur et simple de la question électorale et institutionnelle au sein de ces mouvements, dans lesquels une diversité de points de vue et d'expériences existe sur le sujet, **mais plutôt le développement en leur sein d'un rapport « utilitariste » et non « affinitaire »** (soutien et fidélité par adhésion et tradition idéologiques) **à l'élection et aux partis** lorsque la stratégie de « grève politique » (non-participation) n'est pas retenue. Il s'agit alors de voter, mais pour le candidat ou le parti qui incarne la moins mauvaise option, dans une situation donnée, pour ses intérêts immédiats ou qui permet d'éviter la victoire du candidat de l'autoritarisme, de la répression et de la régression.

Par ailleurs, les mouvements de contestation cherchent à relier l'ensemble de leurs préoccupations dans une perspective locale, nationale et internationale. Mais cette dernière dimension constitue leur maillon faible. En effet, si ces mouvements à l'échelle planétaire répondent à des phénomènes qui traversent et impactent toutes les sociétés et qu'ils se reconnaissent comme faisant partie d'un même élan démocratique et d'émancipation, il n'existe pas d'espace public international susceptible de les regrouper tandis que le cadre national reste celui dans lequel s'organisent et se mobilisent les populations.

De même, les mobilisations contre les conséquences du changement climatique et en faveur de la justice environnementale, qui possèdent intrinsèquement une dimension internationale, ne semblent que marginalement présentes dans celles que nous avons traitées dans cette note. La jonction ne s'est pas opérée même si les préoccupations environnementales ne sont pas absentes dans certains processus en cours (Algérie, Chili, Colombie, Équateur, Liban). C'est éventuellement le caractère sociologique, par trop « jeunesse scolarisée occidentale » de ceux qui animent les marches de la jeunesse - *Youth for Climate, Fridays for Future* -, qui empêche, à ce stade, une convergence efficiente.

EN GUISE DE CONCLUSION

Les mouvements de contestation qui se déploient actuellement dans plusieurs régions du monde, notamment au sein de pays dits « émergents » ou du « Sud », c'est-à-dire situés dans la périphérie du système économique mondial et de ses centres de décision géopolitiques, **procèdent des convulsions économiques, sociales et politiques engendrées par la crise financière internationale de 2008**. Ils incarnent, à l'instar de ceux qui les ont précédés tout au long de la décennie écoulée, l'expression sociale et politique d'une remise en cause significative de l'hégémonie libérale et de toutes les structures et institutions - nationales ou internationales - qui lui sont associées.

Ces mouvements puisent leurs racines dans la récurrence et l'accroissement des inégalités sociales, de la pauvreté, de l'informalité, ainsi que dans la détérioration ou la stagnation des revenus dans tous les pays concernés (et dans un nombre de pays croissant dans le monde) depuis 2008. Et ce, notamment au sein des « classes moyennes » traditionnelles et issues, en Amérique latine par exemple, de la période de prospérité économique des années 2000. Vie chère, précarisation du travail, dégradation des services publics et de base aux populations se développent à mesure que les populations observent le recul et la crise de leur État, ainsi que la passivité, l'impuissance ou la corruption de leurs classes dirigeantes.

Favorisés par l'expansion des réseaux sociaux et l'émergence d'un espace public numérique internationalisé, ces mouvements sociaux, qui se déploient par vagues et qui sont revendicatifs (démocratie, égalité, droits économiques, sociaux et politiques, etc.), s'installent dans le paysage quotidien des sociétés, notamment des villes. Ils en interrogent les évolutions, les projets, les institutions et les pouvoirs à court, moyen et long termes.

Leurs modes d'organisation et d'actions (auto-organisation, participation directe, horizontalité, non représentation, non délégation), tout comme leur conception critique - voire de rejet - de la démocratie représentative et du rôle des institutions politiques, interpellent et désarçonnent observateurs, dirigeants politiques et classes dirigeantes dans leur ensemble. Ces mouvements témoignent souvent de la déconnexion consommée qui se fait jour entre des franges toujours plus significatives des populations et les responsables politiques voire, d'une façon plus générale, les institutions dites représentatives. Comme l'a montré la présente note, ces mouvements favorisent, dans le même temps, l'émergence de nouvelles formes d'engagements citoyens, qui peuvent se confronter à la répression des États. Ils sont également porteurs de nouvelles pratiques et sociabilités sociales.

Pour autant, ces mouvements de contestation sont confrontés à de nombreuses limites à court terme. **Produits de sociétés où la crise du libéralisme se déploie sans que n'émerge un grand récit de substitution efficient, ces mouvements révèlent l'existence d'un « moment » historique complexe et indéterminé**. D'une part, émergent et se renforcent dans les sociétés de nouvelles demandes, revendications, propositions et pratiques. Mais, dans le même temps, elles ne trouvent pas encore de débouchés politiques. Et, en revendiquant des formes d'organisation et une culture qui empêchent toute possibilité

de direction organisée, identifiée et représentative, ces mouvements de contestation contribuent à cette situation contradictoire.

Toutefois, l'approfondissement de la crise systémique de la mondialisation libérale et la montée de ces nouveaux acteurs sociaux indiquent la durabilité des dynamiques conflictuelles qui produisent ces mouvements contestataires. Ces derniers sont, dans des formes d'expression dont il conviendra de suivre les évolutions, appelés à se prolonger et à émerger dans d'autres parties du monde. ■

Post-scriptum : Cette note, finalisée par ses auteurs le 20 mars 2020, a été rédigée pour l'essentiel avant l'explosion mondiale de la pandémie du Coronavirus Covid-19. Cette dernière frappe désormais en leur cœur les régions et les pays traités ici. Son développement et ses conséquences - sanitaires et politiques - pèseront sur de nombreuses problématiques abordées et aiguïseront les contradictions et les risques identifiés (modèles de développement économique, question de l'État, des services publics et de l'accès aux droits fondamentaux, remise en cause de l'ordre politique et économique existant au sein des populations, etc.).

MOUVEMENTS DE CONTESTATION DANS LE MONDE : Causes, dynamiques et limites

Algérie, Bolivie, Chili, Colombie, Catalogne (État espagnol), Hongkong (Chine), Égypte, Équateur, Haïti, Irak, Liban, Soudan

PAR

DIDIER BILLION / DIRECTEUR ADJOINT DE L'IRIS

ET **CHRISTOPHE VENTURA** / DIRECTEUR DE RECHERCHE À L'IRIS

AVRIL 2020

NOTE D'ANALYSE RÉALISÉE PAR L'IRIS POUR LE COMPTE DE L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

LES ANALYSES ET CONCLUSIONS DE CETTE NOTE SONT FORMULÉES SOUS LA SEULE RESPONSABILITÉ DE LEURS AUTEURS ET N'ENGAGENT PAS L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT.

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org